

# La Hongrie, Etat forteresse

EUROPE : LA DÉMOCRATIE EN CRISE 2|6 Premier ministre hongrois depuis 2010, Viktor Orbán a muselé les contre-pouvoirs et érigé un modèle politique alternatif, qui reste difficilement exportable ailleurs dans l'Union

VISEGRAD (HONGRIE) - *envoyé spécial*

**D**u haut de sa colline boisée, la charmante forteresse de Visegrad domine un petit village tranquille, lové le long de la courbe du Danube. Les passagers des bateaux de croisière, qui descendent le fleuve depuis Passau, en Bavière, découvrent un village hongrois idyllique. La mairie, pimpante, a été refaite grâce aux fonds européens. Tout n'est que calme, ordre et propreté...

Recommençons depuis le début. Du haut de sa colline escarpée, la sinistre forteresse de Visegrad domine le Danube comme une vigie. Bâtie après l'invasion tatare, elle veille sur la petite et pieuse Hongrie, prête à repousser les envahisseurs : bureaucrates de Bruxelles remplis de morgue, hordes de migrants musulmans, intellectuels et médias bien-pensants d'Europe de l'Ouest...

Au pays des réalités alternatives qu'est devenue la Hongrie du premier ministre Viktor Orbán, la vérité n'existe plus, tout est à double tranchant. Paradis pour ses partisans, enfer pour ses opposants, la Hongrie est devenue une cause qui la dépasse. Et Visegrad, un nom lourd à porter. A 30 km au nord de Budapest, la ville est la « capitale » du V4, l'organisation qui regroupe quatre pays d'Europe centrale (Hongrie, Pologne, République tchèque et Slovaquie), tous membres de l'Union européenne (UE). Mais à la faveur de l'arrivée au pouvoir de gouvernements conservateurs et autoritaires en Hongrie, depuis 2010, et en Pologne, depuis 2015, le V4 est perçu comme une entité politique.

Visegrad est devenue synonyme d'une démocratie « différente » : moins libérale, plus autoritaire, moins ouverte à l'immigration et au multiculturalisme, plus conservatrice et chrétienne. Un modèle hybride, dont la Hongrie est le meilleur exemple, où la démocratie se limite au vote mais sans l'environnement de pluralisme et de contre-pouvoirs qui est la marque de fabrique de l'Europe. Comme le dit le militant opposant Peter Kreko, « nous avons quitté les rivages de la démocratie, sans avoir encore atteint ceux de la dictature. Les institutions sont tellement sous contrôle qu'il en devient difficile de gagner les élections ». Médias muselés, opposition inaudible, ONG intimidées, justice sous contrôle, Parlement

aux ordres et valeurs traditionnelles instrumentalisées : Budapest ou Varsovie, la recette est la même. Certains la voient se profiler dans l'Italie de Matteo Salvini, qui pourra toujours demander à rejoindre le V4 au titre des ruines romaines de Visegrad...

De quoi Visegrad est-elle la capitale ? Andras Félegyhazi, le maire de la ville, en a les moustaches qui tombent : c'est trop pour sa petite bourgade de 1800 habitants. Pour cet architecte de 47 ans, Visegrad est un lieu « historique, culturel, mais pas politique ». M. Félegyhazi n'aime pas la politique et n'appartient à aucun parti, il se définit comme « conservateur » : il a huit enfants, quatre garçons et quatre filles âgés de 5 à 20 ans.

## « PAS XÉNOPHOBES », MAIS...

Visegrad est entrée dans l'histoire en 1335 lorsque le roi de Hongrie Charles-Robert d'Anjou (dit Charles 1<sup>er</sup> Robert) invita ses homologues de Pologne et de Bohême pour régler leurs différends, notamment avec les chevaliers teutoniques, et définir les voies d'une prospérité partagée. Ce sommet déboucha sur deux siècles d'âge d'or, auquel l'invasion ottomane mit brutalement fin. « Pendant que l'Europe de l'Ouest s'est développée en se tournant vers le commerce transatlantique, nous nous sommes épuisés à repousser les Ottomans », rappelle Laszlo Cseke, président du syndicat d'initiative de Visegrad. La région fut ravagée, comme le reste de la Hongrie. Au XVII<sup>e</sup> siècle, après la libération du pays, Visegrad fut repeuplée par des colons souabes, une minorité germanophone du sud de l'Allemagne.

Le maire en profite pour raconter une fable édifiante : les Souabes sont connus pour leur souci maniaque de la propreté. « A Visegrad, il y a deux populations, les descendants des Souabes et, à partir du XIX<sup>e</sup> siècle, la bourgeoisie intellectuelle de Budapest. Les Souabes jugeaient les nouveaux venus en fonction de leur respect des coutumes locales, comme le fait de balayer devant chez soi. Cela nous a pris cent ans pour arriver à une cohabitation harmonieuse. » Pourquoi ce détour ? Il s'agissait de savoir si Visegrad était prête à accueillir des migrants. Conclusion du maire : « Ce village est si petit que l'irruption de plusieurs familles issues d'une culture différente poserait problème. Cela ne veut pas dire que nous sommes xénophobes. J'ai un voisin français et des couples homosexuels vivent ici. » Le maire a beau ne pas aimer la politique, elle n'est jamais loin.

C'est le Hongrois Jozsef Antall, chef du premier gouvernement postcommuniste, qui a été à l'origine, en 1991, du groupe de Visegrad, conçu comme un groupe de pression pour intégrer plus rapidement l'UE. Historien de formation, il voulait aussi éviter l'isolement de la Hongrie, comme ce fut le cas face à la Petite Entente (Tchécoslovaquie, Roumanie, Yougoslavie) après la défaite de 1918 et le traité de Trianon (1920), qui la démembra. Laszlo Cseke, l'enfant du coin, se souvient de la cérémonie, le 15 février 1991 : « Il faisait -14 °C et j'étais vêtu d'une armure. Je portais le drapeau polonais face à Lech Walesa et Vaclav Havel. C'était très émouvant. » La signature eut lieu dans la cave du château du roi Charles, restaurée depuis.

L'organisation a ensuite végété. « Ni le Tchèque Vaclav Klaus ni les Polonais n'étaient enthousiasmés par l'intégration européenne, résume l'historienne Catherine Horel. Puis la séparation entre la Tchéquie et la Slovaquie a longtemps paralysé l'institution, même si des choses se font à un niveau technique. » La meilleure preuve du caractère informel du V4 est l'absence d'un siège administratif. A Visegrad, il n'y a rien d'autre qu'une plaque commémorative, même pas les drapeaux des

## « NOUS AVONS QUITTÉ LES RIVAGES DE LA DÉMOCRATIE, SANS AVOIR ENCORE ATTEINT CEUX DE LA DICTATURE »

PETER KREKO  
opposant hongrois

pays membres. Pour M. Félegyhazi, il est évident que les quatre de Visegrad partagent une histoire commune, « mais c'est aussi le cas de l'Autriche et de la Croatie ». Toutefois, il estime, comme l'ensemble des Hongrois, que l'appartenance à l'UE est plus importante. « On a tendance à mettre ces pays dans le même sac, mais au-delà de facteurs historiques communs, ils ont leur évolution propre », confirme Catherine Horel. La Slovaquie vient ainsi d'élire comme présidente une militante écologiste, anticorruption, pro-LGBT et pro-IVG.

Entre la Hongrie de Viktor Orbán et la Pologne de Jaroslaw Kaczynski, l'éminence grise du parti Droit et justice (PiS, au pouvoir), que

l'on rapproche souvent, les différences sont presque aussi nombreuses que les ressemblances : Orban est pro-Poutine, Kaczynski farouchement anti ; le PiS est religieux par conviction, le Fidesz par opportunisme ; avec l'UE, les Polonais sont en conflit, tandis que les Hongrois biaisent.

Surtout, la Hongrie, moins de 10 millions d'habitants, est trop petite pour prétendre diriger le V4 ; et la Pologne, quatre fois plus peuplée, se voit comme trop grande pour se limiter au V4. Ce qui unit Budapest et Varsovie, c'est la protection mutuelle face à d'éventuelles sanctions de l'UE au titre de l'article 7, qui peuvent aller jusqu'à une suspension du droit de vote et nécessitent un vote à l'unanimité pour violation de l'Etat de droit. Les deux pays partagent aussi un rejet du modèle multiculturel en vigueur dans l'ouest de l'Europe.

Le long de la route venant de Budapest, des panneaux publicitaires détaillent le programme d'Orban pour les européennes : six de ses sept points sont consacrés à la lutte contre « l'invasion migratoire » de l'Europe ; le septième demande l'interdiction de toute discrimination envers les chrétiens dans l'UE... En février, il avait déjà associé sur des affiches le milliardaire américano-hongrois George Soros au président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, accusés tous deux de vouloir submerger l'Europe de migrants. Une provocation assumée par Zoltan Kovacs, porte-parole du gouvernement : « L'immigration est le problème central de l'Europe. Cette question détermine tout le reste : les politiques économiques, démographiques, les questions sociales ou religieuses... »

Orban aurait tort de se priver : c'est à la faveur de la crise migratoire de 2015 que ce conservateur démagogue est devenu le contre-

leader continental qu'il prétend être aujourd'hui. En liant immigration et terrorisme dès le 11 janvier 2015, au soir de l'attaque aux victimes de l'attentat contre *Charlie Hebdo*, puis en refusant haut et fort les quotas de demandeurs d'asile imposés par la Commission européenne pour soulager les pays d'accueil débordés par les arrivées, Orban s'est imposé comme le chef de file d'une Europe centrale unie dans son refus de toute immigration arabe, africaine ou musulmane. En mettant en scène son affrontement avec Angela Merkel, il a rehaussé son statut.

#### UN « HORTHYSME » DU XXI<sup>e</sup> SIÈCLE

Aujourd'hui, Orban fascine et inquiète, on veut l'imiter ou le combattre. Les hôtes se pressent à sa porte. Début avril, Bernard-Henri Lévy a passé deux heures et demie dans son bureau, comme on va regarder le diable au fond des yeux. Sans le convaincre ni être convaincu. Avant lui, Nicolas Sarkozy et Eric Zemmour étaient venus faire son éloge le 23 mars.

Il a beau n'y avoir quasiment plus de migrants à la frontière hongroise depuis la construction d'une clôture et l'adoption de lois répressives en 2015-2016, le pays est entretenu dans la psychose d'une invasion. Présente dans tous les foyers, la télévision publique a un envoyé spécial permanent en Grèce, d'où il intervient régulièrement en direct depuis la « ligne de front ». Même à Visegrad, éloignée de la route migratoire, l'inquiétude est de mise. M. Cseke, qui visite régulièrement la France pour participer à des festivals médiévaux, trouve qu'elle « ne ressemble plus à la France à cause des immigrés. Chacun est mieux chez soi. La solution au problème de l'immigration, c'est d'aider chacun à se développer. Je veux bien payer pour aider les mi-

grants, mais je n'en veux pas chez moi. »

M. Cseke n'a rien d'un extrémiste, il est l'incarnation d'un orbanisme à visage humain. Comme le maire, il a nettement plus d'enfants que la moyenne nationale, quatre en l'occurrence. Lui n'a pas attendu les mesures natalistes : « Nos jeunes ont une mentalité de confort. Si on a la sécurité et à manger, qu'attendre pour faire des enfants ? » Ordre, famille, patrie, chrétienté et provincialisme : l'orbanisme, qui aime à se présenter comme un « gaullisme » hongrois, est en fait un « horthysme » du XXI<sup>e</sup> siècle, du nom de l'amiral qui dirigea le pays d'une poigne de fer de 1920 à 1944. Le révisionnisme historique en vigueur à Budapest en fait une victime du nazisme, alors qu'il en a été l'allié objectif. Comme dit Peter Grof, le muséologue du château de Visegrad, « quand les politiques se mêlent d'histoire, ce n'est jamais bon »...

Orban, qui fut un jeune étudiant financé par Soros, anticommuniste et libéral, n'est pas à un paradoxe près. Antisoviétique mais pro-russe, antimusulman mais pro-Erdogan, il est plus proche de Marine Le Pen que de Merkel mais préfère siéger avec les conservateurs qu'avec l'extrême droite. Ses proches assurent, contre toute évidence, que c'est lui qui a demandé sa suspension du Parti populaire européen (PPE) en mars, suscitée par l'affaire des panneaux Soros-Juncker – ce dernier est aussi membre du PPE. En fait, le chef du Fidesz choisira, après les élections européennes, le groupe « où sa voix pèsera le plus, pas forcément celui où ses convictions sont le mieux partagées », explique un diplomate. L'orbanisme est aussi, et surtout, un opportunisme. ■

CHRISTOPHE AYAD

*Prochain article : En Italie, l'invention d'un populisme 2.0.*